

ARRETE DE DELEGATION DE FONCTIONS A UN CONSEILLER MUNICIPAL

Le maire de la commune de Conchil-le-Temple,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2122-18 qui confère le pouvoir au maire d'une commune de déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à des membres du conseil municipal,

Vu la délibération du conseil Municipal du 22 mars 2026, fixant à 4 le nombre des adjoints,

Vu le procès-verbal d'élection du maire et des adjoints du 22/03/2026,

Considérant que pour le bon fonctionnement du service, il convient de donner délégation à Monsieur MARCOURT Benjamin, conseiller municipal,

ARRETE :

Article 1 : En application de l'article L.2122-18 du code général des collectivités territoriales, Monsieur MARCOURT Benjamin, conseiller municipal, est délégué pour intervenir dans les domaines suivants : **urbanisme, occupation du domaine public et mutualisation des énergies et de services**

Il assurera les fonctions suivantes :

- S'assurer de la politique de l'urbanisme
- Référent de la politique foncière communale
- Responsable d'achat groupé d'éléments d'énergie pour les habitants
- Responsable de négociation pour proposer des services mutualisés aux habitants
- Créer une résidence multigénérationnelle au sein du village
- Encourager et suivre de nouveaux projets résidentiels cohérents avec les besoins locaux

Cette délégation n'entraîne pas délégation de signature de documents

Article 2 : Le pourcentage de l'indemnité de fonction de Monsieur MARCOURT Benjamin sera de **6,92% de l'indice brut** terminal de la fonction publique

Article 3 : Le maire de la commune de Conchil-le-Temple, la Secrétaire Générale des services, et le Comptable public de la commune, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé

Article 4 : Le présent arrêté sera transcrit au registre des arrêtés de la mairie et copie en sera adressée à Madame la Sous-Préfète ainsi qu'à Monsieur le trésorier/receveur d'Ecuire

Fait à Conchil-le-Temple, le 23 mars 2026

Le maire,

Daniel DUBOIS



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de LILLE dans le délai de deux mois à compter de sa publication.